

Covid en Ehpad: la coopération fédérations-pouvoirs publics meilleure en France qu'ailleurs

Article 11/01/2021



Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa. Photo: Pierre Delva

Comme leurs homologues européens, les Ehpad français sont durement touchés par le Covid-19, mais en comparaison, ils bénéficient d'une coopération exemplaire entre les fédérations et les pouvoirs publics, estime Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa et membre du bureau du Réseau européen du vieillissement.

Malgré les embûches, les directeurs d'Ehpad français sont plutôt mieux lotis que certains de leurs homologues européens face à la crise sanitaire, assure Didier Sapy, directeur de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), mais aussi membre du bureau du [Réseau européen du vieillissement](#) (European Ageing Network -EAN), invité à commenté [l'enquête d'APMnews/Gerontonews](#) sur le vécu des établissements européens d'hébergement pour personnes âgées, en ces temps difficiles de Covid-19.

EAN, créé en avril 2019, à la suite du rapprochement entre l'association européenne des directeurs (EDE) et l'association européenne des gestionnaires (EAHSA), est dirigé par [le Tchèque Jiří Horecký](#), lequel a, comme cinq de ses confrères européens, répondu à notre enquête.

Gerontonews/APMnews: Qu'est-ce qui vous frappe le plus par rapport à la situation française dans les témoignages de vos collègues européens?

Didier Sapy: Ce qui est vraiment frappant, c'est que la France n'est pas une exception. On voit bien que partout, les problèmes ont été les mêmes: première vague-deuxième vague, problèmes d'équipement de protection pendant la première vague, problèmes de coopération avec les hôpitaux, problèmes des ressources humaines, difficultés pour les visites des familles et le maintien du lien social, ainsi que la question du nombre de décès dans les maisons de retraite par rapport au total des décès.

Certes, tout le monde ne compte pas pareil. La Belgique, qui est le pays le plus touché, a compté en première vague tous les décès en maison de retraite comme des décès Covid... On ne compare donc pas toujours des choses comparables, mais on voit bien que partout, la proportion de décès de résidents est très importante.

Et toutes ces problématiques identiques se sont posées de la même manière partout. Et donc, les discours qu'on a pu entendre à un moment donné sur "la France maltraite ses vieux" et l'"omerta dans les Ehpad", sont faux. Ce n'est pas la France qui maltraite ses vieux, c'est la Covid.

Une deuxième chose me frappe, comme à chaque fois que je discute avec mes collègues européens: quelle chance ont mes adhérents d'être en France! Concernant le soutien des pouvoirs publics, il n'y a pas un pays où les professionnels ont bénéficié de primes, il n'y a pas un pays qui a pris en charge les pertes d'exploitation des établissements, même si certains ont pris en charge les surcoûts.

Il faut mesurer notre chance. Et je voudrais saluer le travail de coopération forte et efficace mené de manière hebdomadaire entre les pouvoirs publics et toutes les fédérations. Ce travail collectif est vraiment exemplaire en Europe.

En revanche, dans tous les pays, y compris en France, le domicile et les résidences non médicalisées ont été beaucoup dans l'angle mort de la crise.

Quelles sont les pratiques qui vous paraissent les plus intéressantes ailleurs?

La France a développé plus des pratiques inspirantes pour les autres que l'inverse. Mais, par exemple, quand j'ai vu la mobilisation exceptionnelle de l'armée en République tchèque, j'ai évoqué le sujet avec Brigitte Bourguignon [ministre déléguée à l'autonomie]. C'était en septembre-octobre, quand la deuxième vague démarrait et que cela devenait extrêmement tendu.

Ce qui a été aussi inspirant pour nous, c'est dans le domaine des ressources humaines, et notamment [la stratégie de formations rapides](#) pour le personnel soignant, qui existe au Pays-Bas, en Espagne, et que nous avons travaillé parallèlement en France.

Par ailleurs, ce qu'il est intéressant d'observer, c'est que cela s'est mieux passé dans les pays où la prise de conscience du vieillissement de la population et la connaissance du secteur du grand âge est la plus forte.

Justement, quels sont les pays où la situation vous paraît la plus inquiétante?

Un pays vit actuellement une situation très grave: la Slovaquie. Le pays avait été à peu près épargné par la première vague, mais là, c'est catastrophique. Le virus circule beaucoup dans les maisons de retraite, il y a beaucoup de décès. Les pouvoirs publics sont absents, les établissements sont livrés à eux-mêmes.

Beaucoup d'établissements ont de grosses capacités d'accueil, et du coup, quand le virus rentre, c'est dévastateur. Et ils n'ont aucune aide financière.

Quand les pouvoirs publics ne sont pas soutenant, c'est vraiment dur pour les établissements. J'ai ressenti chez les collègues slovaques une détresse terrible.

Par ailleurs, je remarque -et c'est intéressant [au vu des débats en France](#)- que les modèles fédéraux, les modèles décentralisés, ne sont pas ceux qui ont marché le mieux. Les collègues de ces pays-là se sont beaucoup plaints qu'il n'y ait pas une politique nationale plus affirmée et que l'Etat botte en touche par rapport aux régions.

Dans ces pays -l'Italie, l'Espagne, et dans une moindre mesure l'Allemagne-, il y a eu des pratiques très diverses d'une région à l'autre, des différences notables dans la manière d'aborder la crise, notamment en première

vague, et qui ont pu être catastrophiques, comme en Catalogne, la pire des régions par rapport au reste de l'Espagne. En Italie et en Espagne, les professionnels se sont vraiment sentis abandonnés par les pouvoirs publics.

Alors qu'en France on s'interroge sur le rôle des départements et des régions, cela doit nous amener à la prudence et à bien réfléchir à la manière dont on garantit un traitement équitable sur tout le territoire.

vl/ab/cbe/nc

Valérie Lespez